

Note de département

MTS | N° 2022-014

Décision du 17 mars 2022

**Décision N° MTS-2022-014 du 17 mars 2022
portant délégation de signature de la directrice du département Métro Transport et
Services (MTS), à la responsable communication du département MTS**

La directrice du département MTS,

Vu le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région parisienne ;

Vu le décret n° 59-1091 du 23 septembre 1959 portant statut de la R.A.T.P. ;

Vu le décret n° 89-410 du 20 juin 1989 relatif à l'organisation de la R.A.T.P. ;

Vu les articles L.2142-1 et suivants du code des transports ;

Vu la délégation de pouvoirs n° NG-2019-074 consentie le 7 octobre 2019 à la directrice du département MTS par la Présidente-Directrice générale de la RATP.

Décide :

Article 1^{er}

1. De donner délégation à Mme Marie-Laure CIUCIU, responsable communication MTS, à l'effet de signer, en son nom, les actes suivants, pris dans le cadre et pour les besoins de l'activité de communication du département MTS :

1.1. Pour les actes de gestion comptable pris dans le cadre et pour les besoins de l'activité de communication du département MTS :

Les décisions d'engagement et de réception des dépenses se rapportant à ladite activité lorsque celles-ci portent sur des actifs inscrits au bilan de l'opérateur de transport.



1.2. Pour les conventions, marchés et actes passés dans le cadre et pour les besoins de l'activité de communication du département MTS:

1.2.1. Tout acte pris lors de la passation des marchés, des bons de commande et avenants éventuels visés à l'alinéa 1.2.2.

1.2.2. A l'exception des marchés de nettoyage des espaces et des trains, les marchés ou bons de commande d'un montant inférieur à 80 000 euros ainsi que leurs avenants éventuels si le cumul du montant de ces derniers avec celui du marché initial ou d'un bon de commande initial demeure inférieur à 80 000 euros.

Les marchés et bons de commande visés par le présent alinéa 1.2.2 ainsi que par l'alinéa précédent 1.2.1 sont ceux passés par la RATP, en tant qu'entité adjudicatrice, pour ses besoins.

1.2.3. Tout acte (notamment dossiers de candidatures, offres, devis) pris lors de la soumission aux procédures de passation de marchés, de conventions et contrats, d'un montant inférieur à 80 000 euros, aussi bien lorsque ces procédures sont lancées pour les besoins de personnes publiques comme privées.

1.2.4. Les marchés, conventions et contrats visés à l'alinéa précédent 1.2.3, d'un montant inférieur à 80 000 euros, et pour lesquels la RATP est prestataire, ainsi que les avenants éventuels de ces marchés, conventions et contrats.

1.2.5. Les autres conventions d'un montant inférieur à 80 000 euros, ainsi que leurs avenants éventuels, à l'exception des conventions de financement passées entre la RATP et les financeurs relevant du Contrat de Plan Etat Région ainsi que les conventions afférentes aux affaires patrimoniales.

1.2.6. Les actes d'exécution des marchés et bons de commande passés par la RATP en tant qu'entité adjudicatrice :

1.2.6.1. A l'exception des actes définis au 1.2.6.2 pour lesquels des seuils sont fixés, tout acte nécessaire à l'exécution des marchés et bons de commande passés pour les besoins de l'activité de communication du département MTS, quel que soit le montant dudit acte et celui de ces marchés et bons de commande. Ces actes sont notamment les ordres de service, les états supplémentaires de prix forfaitaires et les bordereaux supplémentaires de prix unitaires, les actes d'acceptation et d'agrément des sous-traitants, les décisions de réception des prestations, les décomptes provisoires, les décisions d'ajournement ou de suspension. Plus particulièrement, délégation est donnée à Mme Marie-Laure CIUCIU, responsable de communication du département MTS, à l'effet de signer les ordres de service pris dans le cadre de l'exécution des marchés de nettoyage des espaces et des trains, dans la limite des montants desdits marchés.

1.2.6.2. Délégation est donnée également à Mme Marie-Laure CIUCIU, à l'effet de signer, en son nom, les mises en demeure, les décisions de résiliation, ou encore les décomptes généraux et définitifs, mais uniquement pour les marchés et bons de commande inférieurs à 80 000 euros, ainsi que les ordres de service notifiant les décisions de poursuivre les travaux au-delà de la masse initiale du marché ou bon de commande, sous réserve que le nouveau montant du marché ou bon de commande fixé par cet ordre de service demeure inférieur à 80 000 euros.



1.2.7. Tout acte nécessaire à l'exécution des marchés, contrats et conventions visés à aux alinéas 1.2.4 et 1.2.5.

1.2.8. Les transactions d'un montant inférieur à 80 000 visant à régler les litiges nés dans le cadre de la passation et de l'exécution des marchés, bons de commande et conventions susvisés, sous réserve que lesdits litiges n'aient pas été portés devant le juge.

1.2.9. Les actes nécessaires aux opérations de construction, de démolition et d'aménagement foncier, tel que notamment les demandes de permis de construire, de démolition ou de déclaration de travaux.

1.2.10. Les actes pouvant concourir à l'application de la réglementation, notamment environnementale et de la santé publique, à l'activité de communication du département MTS, et entre autres les demandes de déclaration, d'autorisation ou d'enregistrement.

Article 2

Cette décision annule et remplace la note de département n°2021-055 en date du 1^{er} mars 2021.

Article 3

La présente décision sera publiée au Bulletin officiel des actes de la RATP, mis en ligne sur le site internet de cette dernière (www.ratp.fr).

Fait à Paris, le 17 mars 2022

Ingrid LAPEYRE-NADAL
La directrice du département MTS